



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE POLITIQUE

ÉDOUARD HUSSON
NORMAN PALMA

Le capitalisme malade de sa monnaie

*Considérations sur l'origine véritable
des crises économiques*

LE CAPITALISME MALADE
DE SA MONNAIE

OUVRAGES D'ÉDOUARD HUSSON
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Une culpabilité ordinaire ? Hitler, les Allemands et la Shoah,
1997.

Les enjeux de la controverse Goldhagen.

L'Europe contre l'amitié franco-allemande, 1998 (avec Michel
Tesrestchenko).

Les Complaisantes. Jonathan Littell et l'écriture du mal
(2008)

OUVRAGE DE NORMAN PALMA
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

*Mondialisation et altermondialisme. De la crise de l'endettement
du tiers-monde à la crise de l'ordre monétaire inter-
national.*

Édouard Husson, maître de conférences à Paris IV (Paris-Sorbonne), habilité à diriger des recherches en histoire contemporaine.

Norman Palma, maître de conférences à Paris IV (Paris-Sorbonne), docteur en économie, Docteur d'État ès lettres.

Édouard Husson
Norman Palma

LE CAPITALISME MALADE DE SA MONNAIE

Considérations sur l'origine véritable
des crises économiques

François-Xavier de Guibert
3, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris

© Office d'Édition Impression Librairie (O.E.I.L.)
F.-X. de Guibert, Paris, 2009
www.fxdeguibert.com
ISBN : 978 2 7554 0325 1
ISBN pdf : 9782755411928

« Étant donné la secousse universelle qu'une crise survenant dans le domaine monétaire entraînerait probablement, nous avons toutes raisons de souhaiter que soient pris, à temps, les moyens de l'éviter.

Nous tenons donc pour nécessaire que les échanges internationaux s'établissent, comme c'était le cas, avant les grands malheurs du monde, sur une base monétaire indiscutable et qui ne porte la marque d'aucun pays en particulier. »

Charles de Gaulle, 4 février 1965

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Cet ouvrage n'est pas un simple livre d'actualité. L'ampleur de la crise économique que traverse actuellement le monde est telle qu'il est indispensable de sortir de l'événement quotidien pour aller à l'essentiel. Un des maux de l'époque, dans l'ordre de la pensée, en économie comme ailleurs, est de ne pas faire l'effort de remonter aux principes pour comprendre les causes profondes de l'histoire.

Au-delà des péripéties financières et de leurs désastreuses conséquences économiques (chômage, pauvreté...) la cause première de la situation mondiale est d'ordre monétaire. C'est pourquoi au rebours de la mode, les auteurs pensent qu'il n'y a pas de compréhension, et donc, pas de solution possible à la crise actuelle, sans une analyse de la monnaie, y compris dans ses fondements philosophiques. La lecture, en particulier, du chapitre I pourra sembler ardue au lecteur, qui préférera peut-être se plonger directement dans l'histoire du système monétaire (à partir du chapitre II). Il est cependant indispensable de se confronter, à un moment ou un autre de la lecture, à la question des fondements philosophiques de la monnaie si l'on veut comprendre l'essentiel sur quoi les auteurs appuient leur critique de la « tyrannie du dollar ».

Les ÉDITEURS

INTRODUCTION

LA MONNAIE, CLÉ DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Il y a vingt ans, le Mur de Berlin était ouvert par un régime communiste de RDA moribond, l'Empire soviétique vacillait pour finalement s'effondrer deux ans plus tard et la démocratie semblait devoir l'emporter partout dans le monde. Une immense joie paraissait devoir marquer la fin d'un siècle sanglant, caractérisé par deux guerres mondiales et des millions de victimes de la violence totalitaire. Pour les Européens, de l'Ouest comme de l'Est, l'incroyable s'était produit : les divisions nées en 1947, lors de la rupture entre vainqueurs de l'Allemagne nazie, étaient abolies. Vu de Washington, on croyait même assister à la « fin de l'histoire », comme expliquait Francis Fukuyama : la démocratie n'avait désormais plus d'ennemis, elle allait s'imposer, définitivement, comme un régime universel¹. Même la sanglante répression des manifestations étudiantes, sur la place Tien An Men, en juin 1989, semblait l'ultime soubresaut d'un ordre révolu. Dans le sillage des

1. Francis Fukuyama, « The End of History ? », *The National Interest*, Summer 1989.

libérations en Europe de l'Est, l'Afrique du Sud mettait fin à l'apartheid, Israéliens et Palestiniens signaient les Accords d'Oslo.

En réalité, 1993, l'année d'Oslo, marqua l'apogée d'un fragile nouvel ordre de liberté venu se fracasser, dès l'année suivante, sur l'épouvantable réalité du génocide des Tutsis par les Hutus au Rouanda. En l'espace de quelques semaines, presque un million de personnes furent massacrées, sous prétexte qu'il appartenait à une « nation différente » et ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis ni la France ni l'Allemagne réunifiée ne purent ni ne voulurent rien faire pour empêcher la mort de masse. Au même moment, l'Algérie était ensanglantée par une guerre civile faisant plus de victimes que la décolonisation. Et c'est jusqu'en Europe que la violence se diffusait. La Communauté, devenue Union européenne et très fière de la « politique étrangère et de sécurité commune » contenue dans le Traité de Maastricht, assistait impuissante à l'éclatement de la Yougoslavie et à de nouvelles guerres balkaniques. Incapable de rembourser les dettes que la Fédération yougoslave avait contractées auprès de la communauté internationale dans les années 1980, les républiques de l'Empire fondé par Tito se rejetaient la responsabilité du remboursement les unes sur les autres ; la querelle dégénéra vite en un conflit sanglant, accompagné de « nettoyages ethniques », commis par toutes les parties. Lorsque la communauté internationale commença à intervenir, à partir de 1995, ce fut après que des centaines de milliers d'individus eurent été tués et en recourant à des bombardements qui aggravèrent encore la situation des peuples de la région.

C'est aussi à la force qu'une coalition emmenée par les États-Unis avait eu recours, début 1991, pour forcer l'Irak à rendre le Koweït qu'il avait envahi. Le président américain de l'époque, Georges H.W. Bush (1988-1992), avait

eu beau proclamer, à l'occasion de cette guerre, un « nouvel ordre mondial », le doute s'instilla progressivement dans la communauté internationale sur les fondements de ce qu'on commençait à appeler, dès cette époque, « globalisation ». Les États-Unis n'avaient pas renversé le dictateur Saddam Hussein mais au contraire décidé de réemployer, après la guerre, sa poigne de fer pour maintenir la cohésion de son pays ; en même temps, ils soumettaient la population irakienne à un blocus économique et sanitaire qui provoqua, durant plus de dix ans, une surmortalité importante, en particulier infantile.

Petit à petit, le doute se répandit dans le monde entier et jusque dans les sociétés les plus proches des États-Unis : le nouvel ordre mondial était-il vicié derrière sa façade de grands principes ? Dès la fin des années 1990, un universitaire américain renommé, Chalmers Johnson, avait appelé l'attention de son gouvernement, sur le ressentiment que la politique américaine créait partout dans le monde et qui, disait-il, aurait un effet boomerang, *Blowback*, selon le titre anglais de son ouvrage². Il lui semblait en effet que, loin de favoriser partout l'avènement de la démocratie dans le monde, les États-Unis se compromettaient souvent dans de sordides manipulations, au point de préférer soutenir des dictatures favorables à leurs intérêts plutôt que de favoriser des régimes démocratiques qui suivraient les aspirations de leur société sans se préoccuper des exigences économiques américaines. En quelques mois, à l'automne 2001, le livre de Johnson devint un bestseller parce que, dans sa préface, il avait imaginé que les fondamentalistes musulmans formés par la CIA en Afghanistan à l'occasion de la guerre contre les Soviétiques, finiraient

2. Chalmers Johnson, *Blowback. The Costs and Consequences of American Empire*, 2000.

par se retourner contre leurs protecteurs et il avait prononcé un nom devenu célèbre au lendemain du 11 septembre 2001 : Oussama Ben Laden.

Les années 1990 avaient été celles d'un malaise croissant concernant le « nouvel ordre mondial ». Les années 2000 furent celles d'une contestation toujours plus ouverte de « l'ordre américain ». Avant même l'effondrement des tours du *World Trade Center*, un mouvement altermondialiste, souvent d'inspiration marxiste, s'était structuré, qui dénonçait les inégalités croissantes provoquées par le libre-échange et la délocalisation de l'emploi, la destruction de l'environnement qu'engendrait une exploitation sans contrôle des ressources naturelles, les atteintes multipliées aux droits de l'homme qui étaient le fait des multinationales, etc. La décision prise par le gouvernement de George W. Bush de déclencher, en 2003, une nouvelle guerre contre l'Irak, fit définitivement apparaître combien la prépondérance américaine dans le monde était contestée et ressentie comme rien moins que bienveillante. Jusqu'aux États-Unis, des centaines de milliers de manifestants descendirent dans les rues du monde entier pour marquer leur opposition à une attaque dont les protagonistes ne prenaient même plus la peine de camoufler leurs appétits de puissance. Le gouvernement américain commit un mensonge flagrant en prétendant faire une seconde guerre à Saddam Hussein pour l'empêcher de développer des « armes de destruction massive » qui n'existaient pas – comme l'avaient dit des experts indépendants dès avant le déclenchement du conflit.

Soutenus par l'opinion internationale, les gouvernements français et allemands portèrent la contestation de l'arbitraire américain jusque dans l'enceinte des Nations Unies. Mais ils se turent dès que les armes américaines eurent anéanti le régime de Saddam Hussein sous un déluge de feu. Ce comportement faisait ressortir au grand

jour la faiblesse profonde de l'opposition à l'arbitraire de la politique américaine dans les années 2000. Jamais il n'est venu à l'idée des manifestants qui contestaient – à juste titre – la guerre en Irak que Washington ne pouvait mener la guerre que parce que la communauté internationale finançait son effort de défense. Jamais Jacques Chirac et Dominique de Villepin – même s'ils s'étaient rappelé la conférence de presse tenue par le Général de Gaulle le 4 février 1965 – n'auraient osé tirer de leur opposition à la guerre en Irak la conclusion qu'il fallait remettre en cause tout le système permettant aux États-Unis de financer l'outil de défense le plus coûteux et, potentiellement, le plus destructeur de l'histoire.

Telle était, en effet, la clé de ce qui se passait en Irak. Toute opposition à la guerre en Mésopotamie se vouait à l'impuissance si elle n'allait pas directement au cœur de la question. Les États-Unis de George W. Bush se payaient le luxe de devoir importer deux milliards de dollars par jour pour combler leurs déficits mais de dépenser plus de 50 % de cette somme, quotidiennement, pour l'entretien de leur seul outil de défense. Ce système ne pouvait se maintenir que parce que le reste de la communauté internationale le finançait, depuis trois décennies.

Une fois que l'on avait pris conscience de cette réalité, on entrait dans le vif du sujet : pourquoi la communauté internationale, majoritairement hostile, jusque dans les gouvernements, à la politique étrangère de George W. Bush, n'osait-elle pas s'y opposer ? Pourquoi ni les Européens ni les États arabes détenteurs de pétrole ni les pays d'Asie détenteurs de bons du Trésor américain n'avaient-ils menacé Washington de cesser de financer les déficits américains ? La réponse se trouvait dans une réalité très simple : l'économie mondiale fonctionnait – et fonctionne toujours au moment où nous achevons la rédaction de cet ouvrage – selon le système de l'étalon dollar. Le dollar est